



UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE

Esplanade Erasme

21000 Dijon

Affaire STU25.01

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

de l'opération :

SURVEILLANCE DES LOCAUX DE L'UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Le présent cahier des clauses administratives particulières est commun à tous les lots.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 OBJET DU MARCHE	3
1.2 STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	3
1.3 MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS	3
1.4 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
1.4.1 Décomposition en tranches	4
1.4.2 Décomposition en lots.....	4
1.5 DUREE DU MARCHE	4

1.6 PERSONNE RESPONSABLE DES OPERATIONS POUR LE CANDIDAT.....	5
1.7 PARTICULARITE DES LOCAUX COUVERTS PAR DES MESURES DE SECURITE RENFORCEE, ZRR	5
1.8 HABILITATIONS	6
1.9 REPRISE DES PERSONNELS	6
1.10 MODALITES D'EXECUTION	6
1.11 RESPONSABILITE ET ASSURANCE	6
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	7
2.1 PARTICULARITE DES LOCAUX COUVERTS PAR DES MESURES DE SECURITE RENFORCEE, ZRR	7
ARTICLE 3. PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX.....	7
3.1 CONTENU DES PRIX.....	7
3.1.1 Caractéristique du prix.....	7
3.1.2 Forme des prix des marchés subséquents.....	7
3.2 VARIATION DANS LES PRIX	8
3.2.1 Type de variation des prix.....	8
3.2.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	8
3.2.3 Modalités de révision des prix.....	8
3.2.4 Clause butoir	8
ARTICLE 5. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	9
ARTICLE 6. PENALITES.....	10
6.2 DELAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.3 CUMUL DES PENALITES	10
ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT.....	11
7.1 AVANCE	11
7.2 FACTURATION.....	11
ARTICLE 8. RESILIATION	11
8.1 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	11
8.2 RESILIATION PAR LA CLAUSE DE REEXAMEN	11
ARTICLE 9. REGLEMENT DES LITIGES.....	12
ARTICLE 10. PROTECTION DES DONNEES.....	12
10.1 DONNEES ESSENTIELLES DU MARCHE PUBLIC	12
10.2 DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES.....	12
ARTICLE 11. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation de prestations de **surveillance des locaux pour le compte de l'université Bourgogne Europe**.

L'opération est réalisée pour le compte de :
Université Bourgogne Europe
Maison de l'Université, Esplanade Erasme
21000 Dijon

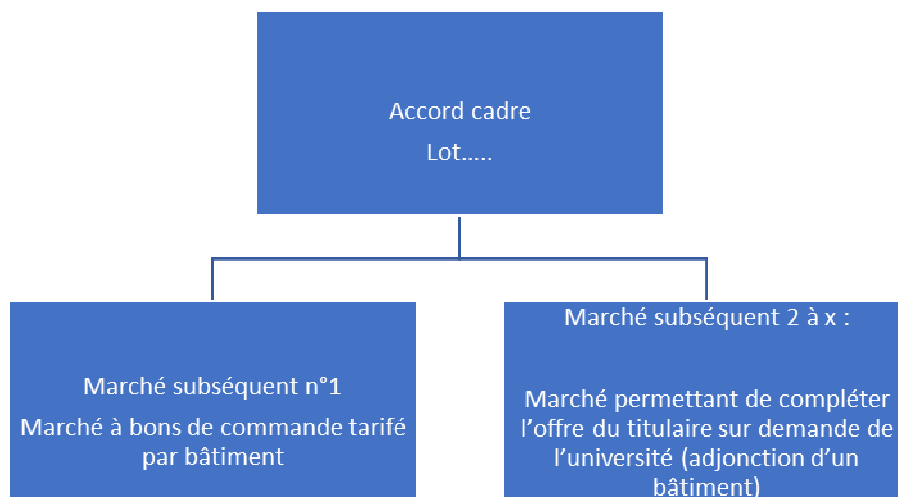
Le suivi des prestations est assuré par le Pôle patrimoine de l'université de Bourgogne - 15 rue Recteur Marcel Bouchard - 21000 Dijon - Email : pole.patrimoine@u-bourgogne.fr.

La description des rondes et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Structure et forme du contrat

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **marchés subséquents sans minimum et avec maximum** mono-attributaires pour tous les lots en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Chaque accord cadre s'exécutera par des marchés subséquents conclus avec le seul titulaire de l'accord cadre



Les prestations relèvent d'un contrat de services.

Modalités d'attribution des marchés subséquents

L'exécution des prestations donnera lieu à la passation de marchés fondés sur l'accord-cadre.

Marché subséquent type :

Le marché subséquent type est un marché à bons de commande attribué au soumissionnaire classé premier à l'issue de la procédure d'attribution de l'accord cadre.

Ce marché couvre les besoins récurrents identifiés dans le bordereau de prix annexé au marché subséquent. Il est conclu pour une durée d'un an reconductible tacitement par période d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder la date de fin de l'accord cadre.

Marchés subséquent spécifiques

Pour les besoins n'entrant pas dans le champ du marché subséquent type les composantes de l'université pourront conclure des marchés subséquents spécifiques. Ils prendront la forme de demande de devis par écrit, exécuté par bons de commandes.

Les prix pratiqués lors de la conclusion des marchés subséquents ne pourront être supérieurs, à prestation égale, aux prix pratiqués dans le bordereau de l'accord cadre ramené au temps évalué conjointement entre l'université et le titulaire du marché.

Leurs durées ne pourront être supérieures à celle de l'accord-cadre.

Décomposition en tranches et en lots

Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de découpage en tranches.

Décomposition en lots

Les prestations sont réparties en 5 lots désignés ci-après et traités par marchés séparés :

Lots	Designation des lots
Lot 1	Site de Dijon : Surveillance de locaux + télésurveillance
Lot 2	Site de Nevers : Surveillance de locaux + télésurveillance
Lot 3	Site Le Creusot et Chalon-sur-Saône : Surveillance de locaux + télésurveillance
Lot 4	Contrôle et sécurité de manifestations ponctuelles sites de Dijon
Lot 5	Surveillance et contrôle d'entrée des salles de cours, amphithéâtre, bibliothèques universitaires y compris de nuit

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour tous les lots.

Durée du marché

a) Durée globale du marché

La durée du contrat est de **12 mois** à compter de la notification du marché. Il est reconductible tacitement 3 fois pour une période de 12 mois soit **48 mois** maximum à compter de la notification.

b) Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Si l'Université ne souhaite pas reconduire le marché, elle informe le titulaire de l'accord cadre par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

Personne responsable des opérations pour le candidat

Nom et coordonnées de la personne désignée comme correspondante de l'université pour la relation client tout au long de l'exécution de l'accord cadre :

Mail :

Téléphone :

Le candidat précise ici la personne responsable du marché (nom et coordonnées téléphoniques et courriel)

Ce responsable de l'accord cadre participera personnellement à l'exécution des prestations objet de ce contrat, et ce sans préjudice de la participation d'autres personnes. En tout état de cause la personne désignée ci-dessus sera seule responsable de faire le lien avec la personne responsable du marché pour l'Université.

Il appartient au prestataire d'actualiser les coordonnées de ce responsable du marché, et, le cas échéant, les coordonnées du service de réception des demandes de devis, tout au long de l'exécution du marché. L'actualisation devra prendre la forme a minima d'un courriel et courrier adressé au service communication de l'Université avec copie au service achats.

En cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation, la personne publique se réserve la possibilité de demander le remplacement du responsable désigné ci-dessus. La personne publique n'a pas à motiver sa décision. Le titulaire a 15 jours pour présenter un remplaçant sous peine d'application d'une pénalité définie dans le présent CCP

Celui-ci est considéré comme accepté si la personne publique ne le récuse pas dans un délai de 15 jours.

En cas d'indisponibilité de cette personne pendant une période continue supérieure à 15 jours, la personne publique se réserve le droit :

- soit d'appliquer une pénalité définie dans le CCP
- soit de résilier le marché sans indemnité,
- soit d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le titulaire ; dans ce cas, la personne publique dispose d'un délai de 15 jours pour accepter ou refuser le remplaçant présenté.

Cet article déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS

Particularité des locaux couverts par des mesures de sécurité renforcée, ZRR

Le titulaire doit fournir la liste nominative des intervenants qui sera mise à jour dès qu'il y a changement de personnel.

Aucune personne non agréées ne peut effectuer les rondes.

Habilitations

Pour les lots 4 et 5 : Les personnels affectés aux prestations devront être habilités SSIAP 1.

Pour les autres lots : L'habilitation SSIAP 1 est valorisée mais non obligatoire.

Reprise des personnels

Le principe et les conditions de reprise du personnel en cas de changement de prestataire de service fixés selon les cas par l'article L1224-1 du code du travail ou par l'accord du 5/03/2002 (étendu par arrêté ministériel du 10/12/2002) sont applicables au présent marché.

Modalités d'exécution

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés. Le titulaire du marché devra prendre connaissance et signer le plan de prévention.

Les agents du titulaire délégués aux divers sites de l'université doivent être agent de sécurité mobile, muni d'une carte professionnelle d'identité et avec des tenues de travail clairement identifiable.

Les véhicules du titulaire doivent être clairement identifiés et bien entretenus.

Il doit informer sans retard le(s) responsable(s) de l'immeuble de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

La sous-traitance ne sera possible qu'après acceptation par l'université. A l'appui de l'acte de sous-traitance, il devra être fourni les copies de l'autorisation administrative d'exercer délivrée par la Préfecture du département concerné (loi n° 83-629 du 12/07/1983), cartes professionnelles d'APS des agents intervenant sur le marché et selon la nécessité sur simple demande de l'université l'attestation SSIAP des agents.

Responsabilité et assurance

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

Responsabilité

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la personne responsable du marché ou à des tiers, notamment le véhicule mis à sa disposition

Le titulaire du marché fournira au plus tard 10 jours après le début des prestations au pouvoir adjudicateur ainsi qu'à tout changement de personnel :

- La liste des agents qui interviendront sur les sites,
- Copie des cartes professionnelles d'APS des personnels qu'il emploie pour réaliser les prestations demandées aux marchés.

Assurance

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civiles qu'il peut encourir en cas

de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Il doit produire, à toute demande du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, copie des cartes professionnelles d'APS et attestations SSIAP pour les agents œuvrant pour l'université

PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Particularité des locaux couverts par des mesures de sécurité renforcée, ZRR

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG ;
- les bons de commande ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

PRIX ET VARIATION DANS LES PRIX

Les bons de commande seront émis sur la base des tarifs mentionnés dans le bordereau de prix unitaires.

En cas de demande de modification dans le contenu des prestations du bordereau de prix du MS n°1 ou en cas de demande de prestation comprise dans l'objet du marché mais non comprise dans le bordereau de prix il sera demandé au titulaire de contractualiser un marché subséquent n°x.

Contenu des prix

Caractéristique du prix

Les prix des marchés subséquents peuvent être unitaires pour les marchés subséquents à bons de commande ou forfaitaire pour les marchés subséquents simples.

Forme des prix des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont traités à prix unitaires.

Les prix proposés dans le cadre des demandes de devis ne pourront pas être supérieurs aux prix unitaires plafonds, éventuellement révisés, du bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord cadre, pour les produits qui y figurent.

Variation dans les prix

Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles suivants.

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de la dernière offre.
Ce mois est appelé "mois zéro".

Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché, figurant à l'acte d'engagement, sont révisibles annuellement à la date anniversaire du début d'exécution du premier marché subséquent.

Lot 1	$P = P_o [0,15 + 0,85 \text{ (CPF 80.10/CPF 80.10)}]$
Lot 2	$P = P_o [0,15 + 0,85 \text{ (CPF 80.10/CPF 80.10)}]$
Lot 3	$P = P_o [0,15 + 0,85 \text{ (CPF 80.10/CPF 80.10)}]$
Lot 4	$P = P_o [0,15 + 0,85 \text{ (CPF 80.10/CPF 80.10)}]$
Lot 5	$P = P_o [0,15 + 0,85 \text{ (CPF 80.10/CPF 80.10)}]$

dans laquelle :

- P est le prix révisé hors taxe,
- P_o est le prix du marché hors taxe réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres définitives,
- l'index est :

IP de production des services aux entreprises pour le marché français

Libellé : Services de sécurité privée et des systèmes de sécurité

CPF 80.10

Code indice : 010766457

- Au dénominateur figure les valeurs de l'indice correspondant au mois zéro.
Au numérateur figure la valeur de l'index correspondant au mois de réalisation des prestations.

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec un minimum de quatre décimales et le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

Clause butoir

La clause limitative dite « de butoir » s'applique sur le mode suivant : la révision des prix ne peut avoir pour effet une augmentation des prix HT concernés de plus de 5 % maximum par an sur la totalité du BPU.

L'acheteur aura la possibilité de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché, dès que les nouveaux prix dépasseront 5 % à la hausse des prix pratiqués au tarif précédent.

Article 4. REALISATION DES PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

En application des articles L.2194-1-2°, R.2194-2 et 3 du Code de la commande publique, des marchés supplémentaires devenus nécessaires pourront être conclus si nécessaire par l'acheteur.

CLAUSE DE RÉEXAMEN

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation du titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG. Les prix nouveaux des prestations sont fermes.

Aussi, conformément aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications au marché en cours d'exécution par le biais de la clause de réexamen dans les conditions suivantes :

Contexte économique, géopolitique, social, sanitaire, environnemental, mondial, national ou local :

- Modification de produit en cas de difficulté importante et étrangère au titulaire et à l'acheteur (rupture d'approvisionnement, modification ou arrêt de fabrication de produit ou référence, ou toute autre difficulté majeure) de l'un ou plusieurs des produits utilisés par le titulaire et nécessaires à la bonne réalisation de la prestation.
- Modification financière en cas de flambée subite des prix exceptionnelle et imprévisible au moment de la signature du contrat qui impacte considérablement la tarification des prestations prévues au contrat. Cette flambée des prix peut être la conséquence d'aléas climatiques, de conflits ou tensions géopolitiques ou de mesures de prévention et de sécurité. Le titulaire joint des justificatifs appropriés dont le pouvoir adjudicateur apprécie la pertinence des éléments fournis et, par voie de conséquence, l'ampleur des difficultés rencontrées par l'entreprise nécessitant une modification du contrat.
- Dans le cadre d'événements particuliers localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité. L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser. Ces mesures font l'objet d'une modification du contrat (prix, délai...).
- Modification de la régularité de la révision de prix sur un rythme mensuel, trimestriel, semestriel ou tout autre rythme approprié aux circonstances.
- Modification de la formule de révision de prix pour diminuer la part du prix fixe et ainsi rendre la clause de variation plus appropriée à la conjoncture.

En cas de rétablissement de la situation économique stable et pérenne, quasi-normalisée, les clauses financières prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau automatiquement par simple échange de mail ou courrier indiquant une date de prise d'effet.

Innovation :

- Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre

par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment, Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Ces modifications de contrat ne sont pas systématiques. Elles sont étudiées au cas par cas et font l'objet d'un accord entre les parties, matérialisé par la signature et la notification d'un avenant.

PENALITES

Dispositions communes :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS les pénalités seront dues y compris lorsqu'elles sont inférieures à 300 € HT.

Néanmoins, en tout état de cause, le montant de la pénalité ne peut être supérieur à 60% du prix du marché.

5.0. Pénalités pour prestation non effectuée ou non conforme :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS :

- En cas de non-exécution d'une ronde, une déduction sera appliquée sur la facture du mois concerné :

L'entreprise pourra se voir appliquer une pénalité égale à **1/20ème de la facture mensuelle par ronde non exécutée.**

- En cas de non-respect des engagements pris dans les délais d'intervention :

L'entreprise pourra se voir appliquer une pénalité égale à **trois fois le coût d'intervention prévu au marché.** En cas de récidive, l'université pourra procéder à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

- En cas de non-respect des engagements pris concernant les horaires de fermeture de locaux :

L'entreprise pourra se voir appliquer une pénalité de **150 €HT.** En cas de récidive, l'université pourra procéder à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

- En cas de non transmission du devis dans les délais contractuels :

L'entreprise pourra se voir appliquer une pénalité de **150 €HT** par jour de retard.

- En cas de non transmission du rapport annuel dans les délais contractuels :

L'entreprise pourra se voir appliquer une pénalité de **75 €HT** par jour de retard.

Cumul des pénalités

Les pénalités énoncées aux articles précédents sont cumulables.

CONDITIONS DE PAIEMENT

Avance

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique

Facturation

Le titulaire est invité à utiliser le portail Chorus Pro pour le dépôt des factures dématérialisées. Sur le portail, il lui ait demandé de joindre sa propre facture en page 2.

ATTENTION : Outre les mentions légales obligatoires les factures devront comporter le N° du marché (format UB :.....) et le N° d'engagement financier (format : 45.....) transmis par la composante émettrice de la commande.

Outre les mentions légales (Article 242 nonies A du code général des impôts, annexe II) les factures devront comporter OBLIGATOIREMENT LE N° DU MARCHÉ ET LE N°BON DE COMMANDE ETABLI PAR L'UNIVERSITE

RESILIATION

Il sera fait le cas échéant application du chapitre 6 du CCAG FCS, auquel s'ajoute les dispositions suivantes :

Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, cette résiliation n'ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité de résiliation sauf à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Résiliation par la clause de réexamen

Par dérogation à l'article 50 du CCAG, en cas de désaccord, dans le cadre de la clause de réexamen ci-dessus, sur les conséquences financières ou techniques d'un contexte économique, géopolitique, social, sanitaire, environnemental qu'il soit local, national ou mondial, exceptionnel et imprévisible, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée sans indemnité.

REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend ou de litige qui viendrait à survenir entre le titulaire du marché et l'université de Bourgogne, le Tribunal administratif de Dijon est seul compétent pour connaître les litiges.

Pour l'université de Bourgogne, l'organe compétent pour les procédures de recours et le cas échéant de médiation est le :

Comité Interrégional de règlement de différends ou litiges en matière de marchés publics (C.C.I.R.A.)

1 boulevard Vivier Merle - 69443 Lyon Cedex 03 – Tél. : 04 72 77 05 20.

PROTECTION DES DONNEES

Données essentielles du marché public

L'université de Bourgogne est tenue de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'université de Bourgogne (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le titulaire bénéficie du droit de demander à l'université de Bourgogne l'accès aux données personnelles, la rectification ou

l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le titulaire peut s'adresser au Délégué de la Protection des Données de l'université de Bourgogne.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07.

DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du présent CCAP désignés ci-après sont apportés aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées.

Articles CCAP	Articles CCAG-FCS	Nature de la dérogation
2.1	4.1	Pièces constitutives du marché
6	14.1	Pénalités
6.1	14	Pénalités
8.2	50	Résiliation
Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.		